

ASS/GF/II/MG

2024-003

VILLE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES
DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU 23 JANVIER 2024

OBJET : CRÉATION DE LA COMMISSION D'INDEMNISATION AMIABLE DES COMMERÇANTS DU COURS DE LA REPUBLIQUE ET DE SON RÈGLEMENT DE FONCTIONNEMENT – ANNEXE			
Nombre de conseillers en exercice : 33	Nombre de conseillers présents : 24	Nombre de votants : 31	Date de la convocation : 17 janvier 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-trois janvier à 18 heures, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est rassemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. le Maire, Gérard FORCADA.

Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Guy VIVÈS, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Bernard FUMET, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, Mme Martine JAFFUS, M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Valérie FERRET, Mme Mireille SANTINI, M. Fabrice CASTELEYN, Mme Ginette BARRAU-FERRET, Mme Béatrice ARNAUD

Étaient absents :

M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Sylvie FUMET, M. Thierry CAUMEIL, Mme Sophie BIRKENER, M. Laurent ROUGÉ, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Marie-Claude MARTINEZ

Avaient donné mandat :

M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Sylvie FUMET, M. Thierry CAUMEIL, Mme Sophie BIRKENER, M. Didier JULIAN, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Marie-Claude MARTINEZ

QUORUM : 17

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Sylvie DANRÉ

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-211102033-20240123-2023-003-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 26/01/2024

Publication : 26/01/2024

Pour le Maire



Vu le Code de justice administrative,
Vu l'article 2044 du Code civil,
Vu l'arrêt « RATP » n° PRMX1009903C du 6 avril 2011 de la Cour administrative d'Appel de Paris en date du 23 juin 2011,

Les travaux publics peuvent être à l'origine de nuisances qui risquent de perturber plus ou moins gravement l'activité commerciale en raison des dégradations de la voirie, des difficultés d'accès et de visibilité. Ils peuvent même constituer une menace pour l'avenir à court ou moyen terme de certains commerces, et entraîner des préjudices.

Les travaux de restauration du Cours de la République sont ainsi susceptibles de constituer des troubles anormaux et spéciaux, ouvrant droit à indemnisation pour les commerçants et professionnels impactés.

C'est la raison pour laquelle la Commune a souhaité d'une part, mettre en place une commission d'indemnisation amiable destinée aux professionnels riverains intégrés dans le périmètre des travaux, afin de permettre d'envisager la réparation de ces troubles, dans un cadre légal, et dans des délais plus courts que ceux résultant d'une procédure juridictionnelle.

D'autre part, aucun texte législatif ou réglementaire ne régissant la composition et le fonctionnement des commissions amiables d'indemnisation, il appartient au Conseil Municipal d'en décider.

➤ Concernant sa composition, il est proposé de fixer celle-ci comme suit :

- Le président : sur proposition du président du Tribunal administratif de Montpellier, un commissaire enquêteur exerçant auprès de la juridiction administrative au regard de ses compétences professionnelles et de son expérience,
- Un représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Aude désigné par celle-ci,
- Un représentant de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de l'Aude désigné par celle-ci,
- Un représentant des services de la Direction Départementale des Finances Publiques désigné par le Directeur Départemental des Finances Publiques
- Un représentant de l'Office Narbonnais du Commerce, de l'Artisanat et des Services désigné par celui-ci,
- Deux représentants désignés par le Conseil Municipal : deux titulaires et leur suppléant.

Les listes de candidats présentées lors de cette désignation sont :

- Pour le groupe « Un autre Lézignan, oui c'est possible » :
Gérard FORCADA, Maire (Titulaire) et Christine BÉNET (Suppléante)
Sylvie DANRÉ (Titulaire) et Michel MASUYER (Suppléant)
- Pour le groupe « Expérience et progrès pour Lézignan » :
Rémi PÉNAVAIRE (Titulaire) et Béatrice ARNAUD (Suppléante)
Béatrice ARNAUD (Titulaire) et Rémi PÉNAVAIRE (Suppléant)

Des personnalités compétentes pourront également être appelées à siéger à cette commission, avec voix consultative, selon la nature des dossiers présentés : un membre de l'Ordre des experts comptables, un commissaire de justice, des membres de l'administration.

➤ Concernant ses règles de fonctionnement :

La commission d'indemnisation amiable a pour objectif d'examiner les incidences pénalisantes dépassant les contraintes générales et normales auxquelles les professionnels riverains des voies publiques sont soumis, et d'émettre un avis sur une éventuelle indemnisation. Il convient de préciser que les règles d'indemnisation de la commission, seront les mêmes que celles fixées par la jurisprudence du Conseil d'État s'agissant des dommages de travaux publics.

➤ Concernant le déroulement de la procédure :

-Chaque demande fera l'objet d'un constat de commissaire de justice, puis d'un premier examen de la commission qui pourra dès ce stade soit proposer le rejet de la réclamation, soit demander une expertise financière. Dans cette seconde hypothèse, la commission amiable, au vu du ou des constats et du rapport de l'expert financier lorsque cesse la situation préjudiciable, se prononcera définitivement sur le préjudice et établira une proposition de règlement amiable.

-La Commune se prononcera sur chaque proposition faite par la commission par le biais du Conseil municipal qui décidera de l'indemnisation ou du refus d'indemnisation et fixera, le cas échéant, le montant de l'indemnité.

Il est donc demandé au Conseil municipal :

1/ De décider la création selon les modalités décrites ci-dessus, d'une commission de règlement amiable pour l'indemnisation éventuelle des préjudices susceptibles d'être causés aux professionnels riverains par l'exécution des travaux d'aménagement du Cours de la République ;

2/ D'approuver la composition décrite ci-dessus de la commission amiable d'indemnisation ;

3/ D'approuver la désignation de deux titulaires et deux suppléants représentant la Commune auprès de la commission conformément à l'article L. 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

4/ D'informer le Préfet de l'Aude, le Directeur Départemental des Finances Publiques, le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Aude, le Président de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de l'Aude, le Président de l'Association des Commerçants du centre-ville, sur la composition de cette commission et de leur demander la désignation de représentants ;

5/ D'approuver les modalités d'instruction des demandes d'indemnisation telles que définies plus haut et par le règlement intérieur de la commission annexé à la présente ;

6/ De charger M. le Maire ou son représentant dûment désigné, de mettre en œuvre la présente délibération et, notamment, de l'autoriser à signer tout document de type administratif, technique ou financier relatif à ce dossier.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

Et désigne comme représentants du Conseil Municipal à la Commission d'indemnisation amiable des commerçants du Cours de la République, après un vote à bulletins secrets, et avec les résultats suivants :

Pour la liste « Un autre Lézignan, oui c'est possible » : 19 voix

Pour la liste « Expérience et progrès pour Lézignan » : 9 voix

Nombre de suffrages exprimés : 28

Nombre de bulletins nuls : 2

Nombre de sièges à pourvoir : 2

Nombre de bulletin blanc : 1

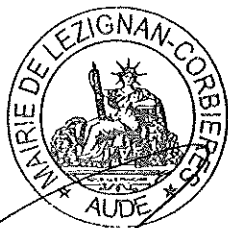
-Gérard FORCADA (Titulaire) et Christine BÉNET (Suppléante)

-Rémi PÉNAVAIRE (Titulaire) et Béatrice ARNAUD (Suppléante)

Et ont les membres présents signé après lecture ainsi que M. le Président,

Pour extrait certifié conforme :

Le Maire,
Gérard FORCADA



La secrétaire de séance,
Sylvie DANRÉ

